

Il est vivement conseillé de rédiger ce courrier avec votre Notaire ou Avocat

Monsieur/Madame

Actuellement domicilié(e) :

Service des Impôts des Non-Résidents

TSA 10010

10, rue du Centre

93465 Noisy-Le-Grand Cedex

A Le

RECOMMANDE AR

Objet : Demande de restitution des cotisations CSG-CRDS – Réclamation contentieuse

A l'attention de Monsieur le Responsable du Service des Impôts

Monsieur,

J'ai été assujetti(e) aux contributions sociales (notamment la CSG/CRDS) sur mes revenus fonciers de l'année 2012, par un avis d'imposition dont copie ci-jointe, pour un montant total de XXXXX €.

Ces prélèvements sociaux me sont réclamés alors que je réside à l'étranger (à préciser, par exemple aux Etats Unis ou au Canada), sur les revenus fonciers que je retire d'un bien immobilier situé en France.

J'ai l'honneur de contester le bien-fondé de ces prélèvements sociaux pour les motifs suivants.

De tels prélèvements sociaux paraissent contraires au principe communautaire d'interdiction de double cotisation à un régime de sécurité sociale.

Il apparaît en effet que ces contributions sociales participent au financement de régimes obligatoires français de sécurité sociale. L'assujettissement des revenus fonciers afférents à un bien immobilier situé en France, par un non-résident, par application des dispositions de l'article 29 de la loi de finances rectificative du 16 août 2012 n° 2012-958, n'étant pas réservé aux contribuables bénéficiant

d'un droit à prestation et d'un avantage servis par un régime de sécurité sociale du fait de leur affiliation à l'un des régimes de sécurité sociale français, il est non-conforme au droit communautaire.

En l'attente des décisions attendues de la Cour de Justice de l'Union Européenne, saisie notamment d'une question préjudicielle posée par le Conseil d'Etat (CE 17 juillet 2013, n°334551 et 342944, 10e et 9 s.-s., de Ruyter), Je conteste le bien-fondé des prélèvements sociaux que j'ai supportés sur mes revenus fonciers provenant de mon bien immobilier situé en France.

Au vu de tout ce qui précède, il vous est demandé le dégrèvement des prélèvements sociaux litigieux, et la restitution de la somme de XXXX € assortie des intérêts moratoires.

Je vous prie de croire, Monsieur le Responsable du SIP, à l'assurance de ma considération distinguée.

Monsieur/Madame XXXX

PJ.